



Bourse de Tunis : SERVITRA se met sous la protection de la loi sur les entreprises en difficultés

Suite à la démission de Mr Majdi Zarkouna, le conseil d'administration a décidé de nommer Mr Mourad Dimassi (ancien Directeur Général Adjoint de Servicom SA) en tant que Président Directeur Général de la société.

La société SERVITRA, filiale de SERVICOM spécialisée dans les travaux publics, continue d'avoir des difficultés de trésorerie, dues principalement :

1. Aux retards considérables des paiements des clients publics,
2. L'augmentation brusque et importante du prix du bitume (qui constitue 60% du coût des projets de SERVITRA) à la suite de l'augmentation du prix du pétrole et la dépréciation du dinar. Il est à rappeler que la société ne peut pas répercuter cette augmentation du coût sur ses prix de vente qui sont fermes et non révisables (marchés publics)
3. L'augmentation des frais financiers suite à l'augmentation des taux d'intérêts.
4. L'échec du dénouement du premier tirage avec le fonds d'investissement GEM,

Suite à ces difficultés, une demande a été déposée afin de faire admettre la société Servitra dans le cadre des sociétés bénéficiant des avantages de la loi régissant le redressement des sociétés en difficultés économiques (Loi n° 95-34 du 17 avril 1995 et modifiée par la loi 2016-36).

Par ailleurs, et suite au non-respect par le fonds d'investissement GEM Global Yield Fund LLC SCS («GEM») de ses engagements contractuels, le cabinet d'avocats français «Viguié Shmidt & Associés», spécialisé en arbitrage international, a été engagé afin de défendre les intérêts du Groupe SERVICOM.

Rappelons que le fond d'investissement GEM Global Yield Fund LLC SCS a signé le 29/10/2018 avec SERVICOM HOLDING un accord d'investissement d'un montant total de 37,2 millions de dinars.

Le 14 février 2019, le CMF avait décidé la suspension de la cotation du Titre SERVICOM à la Bourse de Tunis, après la publication d'un avis de report de paiement de la 5e échéance de l'emprunt obligataire "Servicom 2016" et la publication de mauvais résultats avec des revenus consolidés en baisse de 35% en 2018 par rapport à 2017.

Source : WMC